



LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME
EN AQUITAINE

2017

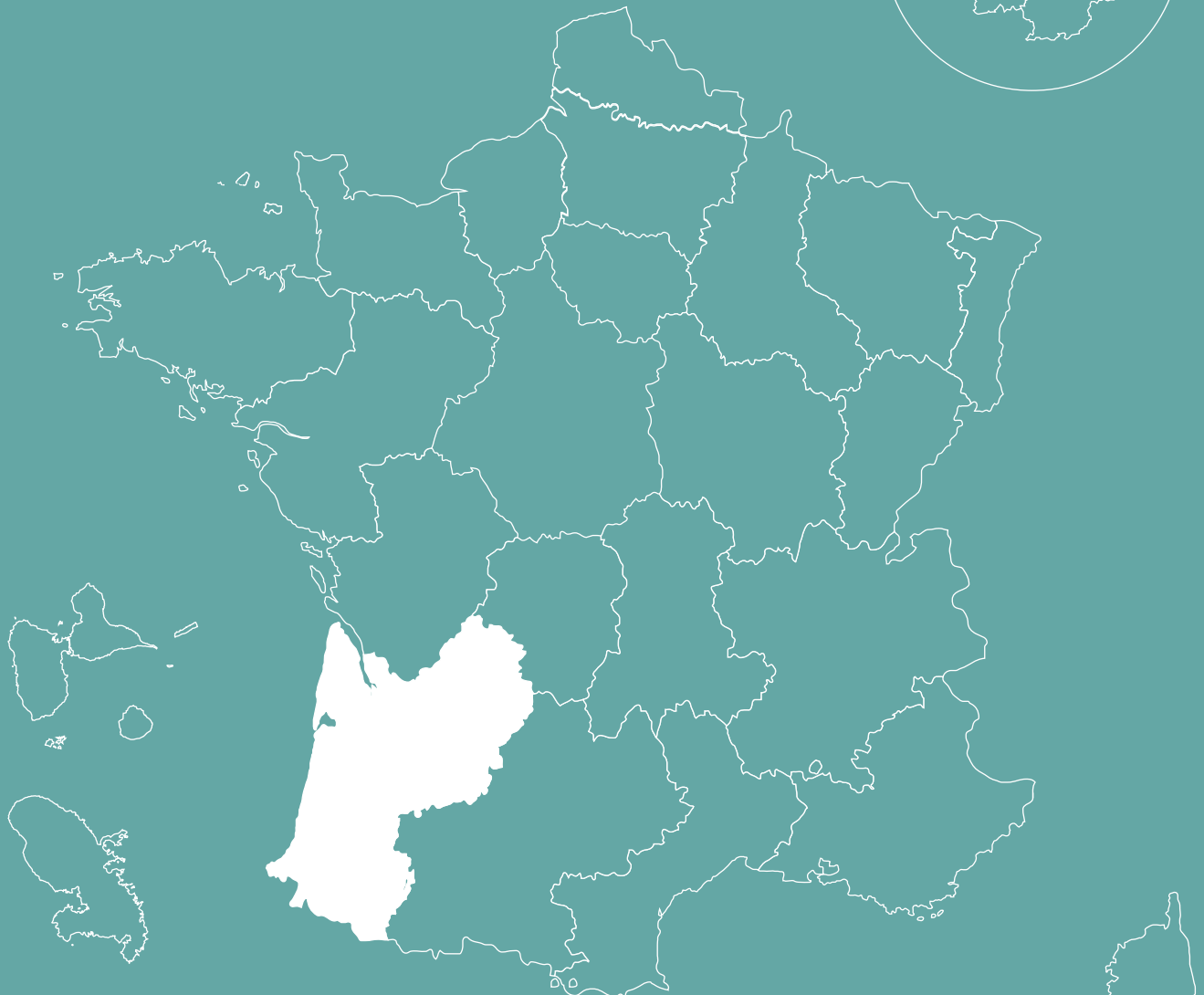
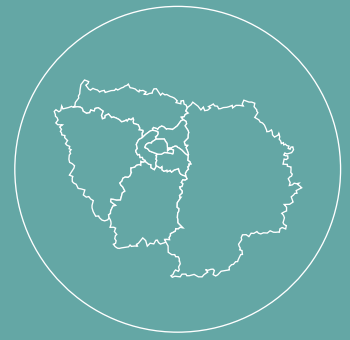
Ligue
des **droits de**
l'Homme

FONDÉE EN 1898



AQUITAINE

La région compte 431 adhérents
regroupés en 17 sections et 3 fédérations



Dordogne
Bergerac
Grand Périgueux
Sarlat

Gironde (fédération)
Arcachon BA Sud Val de l'Eyre
Bordeaux
Libourne
Méridon
Pauillac
Pessac et Graves
Saint-Vivien-de-Médoc

Landes (fédération)
Dax et agglomération
Mont-de-Marsan
Parentis-en-Born
Saint-Vincent-de-Tyrosse - Sud Landes

Lot-et-Garonne
Villeuneuve-sur-Lot

Pyrénées-Atlantiques (fédération)
Bayonne
Pau

ÉDITO

DÉFENDRE LES DROITS ET LES LIBERTÉS PARTOUT, POUR TOUS

En 2017, la LDH est intervenue pleinement dans le vaste champ des droits de l'Homme. De plus en plus étendu et complexe, omniprésent dans le cadre du politique, il se décline dans des thématiques qui vont de la lutte contre le terrorisme en passant par les questions de migrations, des discriminations liées à l'origine, au genre, à la religion, aux handicaps, à des questions socio-économiques, d'éducation, de santé, d'environnement, de bioéthique...

Dans certains domaines, la LDH dispose d'une expérience et de compétences reconnues. Dans d'autres, elle innove, consciente que les droits et libertés se posent aussi dans des termes nouveaux avec les évolutions scientifiques, la révolution numérique, la « mondialisation », la destruction de la planète...

Le congrès de Grenoble a fixé, en juin 2017, deux axes stratégiques : la démocratie et la lutte contre le racisme et l'antisémitisme. Ils ont inspiré de nombreuses actions, prises de position et analyses. De même, la question de l'égalité femmes/hommes, celle de la liberté d'expression artistique compatible avec une lutte résolue contre le racisme et le sexisme ont été au cœur de ses interventions.

La LDH a aussi œuvré pour le respect des droits des étrangers et pour un accueil digne des migrants. C'est en effet à l'aune de la manière dont elle accueille ou au contraire regroupe, enferme, refoule ces étrangers qu'une société se jauge, se mesure à elle-même.

Le travail engagé sur les grands enjeux de société, de la santé et de la bioéthique (thème de son université d'automne en 2017), de l'accès aux droits socio-économiques, des questions « environnementales » témoigne aussi de l'ouverture de la LDH à des enjeux nouveaux.

Enfin, sur les questions internationales, la LDH a poursuivi son engagement auprès d'associations ou de collectifs qui, en France, agissent en solidarité avec les peuples, sociétés ou groupes opprimés, colonisés, victimes de guerre ou privés de démocratie.

Cette liste non exhaustive atteste d'une activité dense. Si, en France comme ailleurs, trop de droits sont bafoués et trop nombreuses en sont les victimes, l'air du temps est lui caractérisé par une tendance à relativiser ces réalités et à accepter comme une fatalité un renoncement aux droits, aux libertés, à l'exigence d'un traitement digne pour tous. Ce « relativisme » confine en fait au déni, qu'il s'agisse :

- de « relativiser » des violences institutionnelles (école, justice, police) ou des expressions ou des actes racistes, de peu s'inquiéter de la recrudescence d'une extrême droite raciste et liberticide et de ses discours et manipulations ;
- de se laisser gagner par une « insécurité identitaire » avec la défense d'une laïcité défigurée se traduisant, de fait, par le rejet d'une religion ;
- de nier la crise environnementale au nom d'intérêts particuliers ;
- de sacrifier des libertés sans état d'âme à la lutte antiterroriste ;
- de traiter de manière indigne des migrants au nom de la crise sociale ;
- de remettre en cause des droits sociaux au nom d'une lutte (improbable) contre le chômage ;
- d'écarter les nouveaux atours d'un patriarcat sans cesse renouvelé, tels que dénoncés par les femmes victimes de harcèlement, de violences et d'un traitement inégal.

Face à de tels défis, la LDH a produit analyses et positionnements et les a traduits en actions et outils, comme avec

la loi « sécurité et libertés », l'accueil des migrants, la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, le numérique et la protection des données personnelles, ou encore la question des communs et de l'environnement.

Tant au niveau régional que local, l'action de la LDH se conjugue avec celle des citoyens et des associations qui défendent les droits et les mettent en pratique : par exemple le soutien juridique et l'accompagnement des migrants, ou encore de toutes celles et tous ceux qui sont touchés par le déni des droits. Ces mobilisations locales sont les maillons essentiels de diffusion d'une culture des droits de l'Homme : intervention en milieu scolaire, formation des acteurs associatifs et des citoyens sur le racisme, l'antisémitisme, les discriminations, organisation de nombreuses réunions publiques et ciné-débats.

Bref, la LDH s'est saisie en 2017 des grands enjeux qui agitent notre société et le monde sans jamais oublier la défense des droits et libertés et la solidarité dans tous ses aspects, pratiques et symboliques à la fois.

D'autres défis urgents se présentent à elle, s'agissant de son modèle de gouvernance et d'action, de ses modes de financement et de sa capacité à faire connaître son action et à attirer de nouvelles énergies. C'est là un chantier ambitieux qu'il nous faudra poursuivre avec la lucidité, l'exigence et la créativité que développent déjà, à toutes les échelles d'action, ceux qui font la vie de l'association : les ligueuses et les ligueurs.

Malik Salemkour
Président de la LDH

LA LDH AQUITAINE EN ACTION EN 2017

En Aquitaine, la LDH s'est fortement mobilisée courant 2017 en faveur de la défense des droits et des libertés, en restant attentive au caractère indivisible des droits civils et politiques (dont état d'urgence, lutte contre les discriminations, protection des données personnelles) mais aussi économiques, sociaux et environnementaux (dont droit au logement et à l'hébergement, à la santé...). Elle s'est aussi attachée à anticiper de nouveaux enjeux liés aux impacts des technologies, notamment celles associées au numérique, sur les droits et libertés des citoyens.

A l'échelle régionale, la LDH s'est aussi attelée à un renforcement des liens avec les régions voisines de Poitou-Charentes et du Limousin, dans le contexte de réorganisation territoriale et de fusions des régions.

Protéger les libertés face à la banalisation de l'état d'urgence

Tout au long de l'année 2017, plusieurs sections de la région (Grand Périgueux, Sarlat, Bordeaux, Pessac et Graves) et la fédération de Gironde se sont impliquées dans des actions de sensibilisation sur les conséquences de l'état d'urgence et de sa banalisation, parfois en participant ou en animant des collectifs locaux (cas en Gironde).

Par ailleurs, les sections de Pessac et Graves et de Mont-de-Marsan ont travaillé sur la problématique des prisons. La situation des prisonniers basques a particulièrement mobilisé la section de Bayonne ainsi que celle de Mont-de-Marsan.

Libertés et société numérique

L'impact des usages et des technologies numériques sur les droits et les libertés a donné lieu à un travail spécifique du comité régional Aquitaine, en lien avec le groupe de travail national « Libertés et technologies de l'information et de la communication », et impliqué plusieurs sections en région (sections de Bordeaux, du Libournais et fédération de Gironde, fédération des Landes et sections de Dax et agglomération, Mont-de-Marsan, Saint-Vincent-de-Tyrosse - Sud Landes). Ce thème a aussi servi de support à plusieurs interventions dans des établissements scolaires.

Défendre la démocratie, la citoyenneté et favoriser le vivre-ensemble

Dans le cadre de la campagne lancée par la LDH France sur la question démocratique, la section de Bordeaux a organisé plusieurs rencontres-débats. En Dordogne, la section du Grand Périgueux s'est impliquée dans un collectif sur la laïcité.

Dans les Landes, la fédération de la LDH et les sections locales du département se sont fortement mobilisées afin de promouvoir les valeurs et principes républicains en direction des publics scolaires (notamment autour du concours « Ecrits pour la fraternité » et du concours de plaidoyer pour les droits de l'Homme) et dans des quartiers relevant de la politique de la ville. Les interventions en milieu scolaire ont également été déployées par d'autres sections en Gironde (Libournais, Pessac et Graves, Saint-Vivien-de-Médoc) et en Lot-et-Garonne (Villeneuve-sur-Lot).

Lutter contre toutes les formes de discriminations

Plusieurs sections en région ont poursuivi leur mobilisation en faveur des droits des femmes (notamment les sections de Pessac et Graves, Saint-Vivien-de-Médoc). La lutte pour les droits des personnes en situation de handicap a nourri l'activité des sections de Pessac et Graves et Saint-Vincent-de-Tyrosse - Sud Landes.

Défendre l'accès aux droits des étrangers et migrants

L'année 2017 a été marquée par une forte mobilisation des sections en région concernant notamment la situation des mineurs non accompagnés, en particulier en Gironde et en Dordogne.

Nombre de sections ont par ailleurs œuvré dans l'accompagnement de personnes migrantes et/ou dans l'activité de collectifs de soutien aux réfugiés/migrants (sections de Bordeaux, Dax et agglomération, Grand Périgueux, Libournais, Pessac et Graves, Saint-Vincent-de-Tyrosse - Sud Landes, Sarlat, fédération de Gironde...). La situation particulière de ressortissants sahraouis mobilise la fédération de Gironde et la section de Bordeaux.

Droits sociaux, environnementaux et culturels

Dans ce large registre, les sections d'Aquitaine se sont diversement impliquées durant l'année écoulée. En Gironde, sous l'égide de la fédération, plusieurs sections ont été mobilisées en faveur du droit au logement et à l'hébergement (sections d'Arcachon BA Sud Val de l'Eyre, Bordeaux, Libourne, Pessac et Graves, Saint-Vivien-de-Médoc), en organisant notamment diverses réunions et rencontres entre sections et au sein de collectifs, ou en participant à des instances de concertation avec les collectivités territoriales (Conseil départemental).

La question des droits environnementaux a fait l'objet d'actions particulières (sections de Pauillac, Saint-Vivien-de-Médoc et de Saint-Vincent-de-Tyrosse). Les sections de Bordeaux et de Libourne ont également abordé les questionnements soulevés par les évolutions technoscientifiques sur les droits et libertés, dans le prolongement des rencontres Emile Durkheim organisées par la fédération girondine de la LDH en 2015. Cette même fédération a poursuivi sa participation à certains collectifs mobilisés en matière de santé, de même que certaines sections (ex : Saint-Vincent-de-Tyrosse) et le comité régional a assuré une participation au sein de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie (notamment au sein de la commission « droit des usagers »).

Les droits culturels ont par ailleurs été au menu des activités de la section de Bordeaux.

Certaines sections (notamment en Gironde) ont participé à la mobilisation contre la réforme du droit du travail, aux côtés d'organisations de salariés.

Solidarité internationale

Plusieurs sections de Gironde ont activement participé à la semaine de la solidarité internationale.

Cette solidarité s'est aussi exprimée en soutien à des situations particulières (Georges Ibrahim Abdallah, Salah Hamouri), notamment en Gironde et dans le cadre de collectifs.

Mémoire & histoire

La réhabilitation des soldats « fusillés pour l'exemple » a mobilisé la fédération de Gironde. Celle-ci a par ailleurs entamé un travail de collecte d'archives sur la mémoire et l'histoire de la LDH en Gironde, en vue d'un partenariat avec les archives départementales. La section de Mont-de-Marsan a participé à une commémoration de la déportation des enfants juifs.

LES CONTACTS DANS VOTRE RÉGION



Comité régional

Aquitaine

dr-aquitaine@ldh-france.org
site.ldh-france.org/aquitaine/

 ldh.aquitaine

Dordogne

Section

Sarlat

06 41 89 41 22

ldhsarlat@gmail.com

ldhsarlat.wordpress.com

 LDHSarlat

Fédération

Gironde

contact@ldh-gironde.org

Section

Arcachon BA Sud Val de l'Eyre

ldhsbvd133@gmail.com

arcachon@ldh-gironde.org

Section

Bordeaux

ldh.bordeaux@gmail.com

bordeaux@ldh-gironde.org

Section

Libourne

libournais@ldh-gironde.org

Section

Mérignac

merignac@ldh-gironde.org

Section

Pauillac

pauillac@ldh-gironde.org

Section

Pessac et Graves

graves@ldh-gironde.org

Section

Saint-Vivien-de-Médoc

ldhsv.pointe-coeurmedoc@orange.fr

saint-vivien@ldh-gironde.org

Fédération

Landes

ldh.landés@gmail.com

Section

Mont-de-Marsan

ldhmmdm@free.fr

Section

Saint-Vincent-de-Tyrosse -

Sud Landes

ldh.tyrosse@gmail.com

Lot-et-Garonne

Section

Villeneuve-sur-Lot

ldhsectiondevilleneuve@gmail.com

contact@ldh47.org

Fédération

Pyrénées-Atlantiques

Section

Bayonne

ldh-paysbasque@orange.fr

Adhérer à la LDH

Pour adhérer directement sur Internet, rendez-vous sur www.ldh-france.org/Adherer
ou envoyez ce bulletin à LDH, 138 rue Marcadet, 75018 Paris

Mme M. Prénom :
Adresse : Tél. :
..... Mail :

Je souhaite adhérer à la LDH.





LdH — Ligue des droits de l'Homme

138 rue Marcadet – 75018 Paris

Tél. 01 56 55 51 00 – Fax 01 42 55 51 21

ldh@ldh-france.org – www.ldh-france.org